

TABLE DES MATIÈRES

Principales abréviations	9
Préface	15
Sommaire	17
Introduction générale	19
I. Définition de la RSE.....	21
A. Étude des lettres du sigle RSE.....	23
B. Définitions institutionnelles et doctrinales de la RSE.....	36
II. La RSE et le droit.....	42
A. La RSE en marge du droit.....	42
B. Pluralisme juridique et <i>relevance</i> des normes de RSE.....	45
C. Détermination du seuil de juridicité.....	50
D. La RSE : la juridicisation à l'œuvre.....	54

PREMIÈRE PARTIE

OPPOSABILITÉ DES NORMES DE RSE À LEURS RÉCEPTEURS

Titre I - Qualification du code de conduite créateur de sujétions nouvelles.....	65
Chapitre I - Rattachement du code de conduite au règlement intérieur.....	67
Section préliminaire - Code de conduite, instrument d'assujettissement des salariés.....	67
I. Refus de souscrire à de nouvelles obligations juridiques.....	69
A. L'entreprise « législatrice ».....	69
1. Codification des normes éthiques.....	69
2. Libre-service normatif.....	74
a. Codes de conduite internationaux.....	74
b. Lignes directrices de l'ISO 26000 relatives à la responsabilité sociétale.....	80
B. La faiblesse des engagements de l'entreprise.....	87
1. Choix des thèmes RSE utiles à l'entreprise.....	87
2. Flou des énoncés et déclarations d'intention.....	89
II. Renforcement de la loyauté des salariés de l'entreprise.....	91
A. Part d'ombre de la RSE.....	92
B. Retour sur les origines paternalistes de la notion.....	94
Section I - Rattachement du code de conduite au régime du règlement intérieur.....	98
I. Titres de qualification.....	98
A. Codes de conduite : adjonctions au règlement intérieur.....	98

B. Codes de conduite : simples modalités d'application du règlement intérieur.....	103
II. Effets du rattachement du code de conduite au régime du règlement intérieur de l'entreprise.....	105
A. Opposabilité du code et protection des salariés.....	106
1. Opposabilité du code aux salariés.....	106
2. Protection des salariés	107
B. Rattachement intégral et exclusif du code de conduite au règlement intérieur de l'entreprise.....	109
1. Rattachement intégral au régime du règlement intérieur	110
2. Rattachement exclusif au règlement intérieur.....	111
a. Le rejet des autres hypothèses de qualification	112
α Rejet de la qualification du code d'avenant au contrat de travail.....	112
β Rejet de la qualification du code en simple recueil de principes éthiques et moraux.....	115
b. Rejet de toute autre hypothèse de juridicité.....	116
Section II - Limites du rattachement du code de conduite au règlement intérieur	117
I. Exercice du pouvoir réglementaire de l'employeur en dehors du règlement intérieur.....	118
A. Encadrement du pouvoir réglementaire de l'employeur par le droit.....	118
1. Genèse du pouvoir réglementaire de l'employeur	118
2. Encadrement légal du pouvoir réglementaire de l'employeur....	121
B. Fondement du pouvoir réglementaire autonome de l'employeur....	125
1. <i>Tu patere legem quam fecisti</i>	125
2. Référence du juge aux normes éthiques de l'employeur.....	127
II. « L'affaire Dassault »	129
A. Critique doctrinale de la position des juges du fond	129
B. Portée du silence de la Cour de cassation	133
Chapitre II - Rattachement du code de conduite au standard juridique de la faute.....	137
Section I - Standard juridique et juridicisation des normes éthiques.....	137
I. Standard juridique, fenêtre du droit sur d'autres ordres normatifs.....	137
II. Faute, passeur de l'éthique dans le droit.....	143
A. <i>Relevance</i> des normes déontologiques	144
B. Qualification de la faute et manquement au code de déontologie...	149
Section II - Qualification de la faute à l'aune du manquement au code de conduite	154
I. Manquement au code de conduite et mesure de la faute.....	154
A. Jurisprudence administrative	154
B. Jurisprudence judiciaire.....	157
II. Codes de conduite : une nouvelle source de droit ?	161

A.	Accession des recommandations patronales au rang de source de droit	162
1.	Rattachement des recommandations à un instrument juridique connu.....	162
2.	Consécration des recommandations patronales au rang de source de droit.....	164
B.	Vérification de l'hypothèse de promotion des codes de conduite au rang de source de droit.....	167
1.	Consécration jurisprudentielle de l'autonomie des codes de conduite en trompe-l'œil.....	167
2.	Rejet de l'hypothèse d'émergence d'une nouvelle source de droit	168
	Conclusion du titre I	173
	 Titre II - Contrôle de légalité du code de conduite créateur de sujétions nouvelles	175
	 Chapitre I - contrôle du pouvoir normatif du chef d'entreprise	177
Section I -	L'intérêt de l'entreprise, horizon du pouvoir du chef d'entreprise.....	178
I.	L'intérêt de l'entreprise, finalité du pouvoir du chef d'entreprise.....	178
A.	Apport de la théorie institutionnelle de l'entreprise	178
B.	Appréhension du pouvoir par le droit.....	183
1.	Aptitude à agir dans un intérêt au moins partiellement distinct du sien	183
2.	Définition du standard juridique de l'intérêt de l'entreprise.....	186
II.	L'intérêt de l'entreprise, limite du pouvoir du chef d'entreprise	191
A.	Contrôle des mobiles de la décision.....	191
B.	Contrôle de la motivation de la décision.....	194
Section II -	Conciliation de l'intérêt de l'entreprise et des libertés des salariés	197
I.	« Fondamentalisation » du contentieux social.....	198
A.	Principe de prévalence des droits sociaux fondamentaux	198
B.	Horizontalité des droits sociaux fondamentaux.....	201
II.	Contrôle de légalité de l'article L. 1121-1 du Code du travail.....	208
A.	Dispositif de l'article L. 1121-1 du Code du travail.....	208
1.	Genèse de l'article L. 1121-1 du Code du travail	208
2.	Portée de l'article L. 1121-1 du Code du travail.....	211
B.	Contrôle de justification et de proportionnalité.....	213
1.	Caractère indispensable de la restriction	213
2.	Adéquation et tempérance de la mesure restrictive	214
	 Chapitre II - Contrôle de justification et de proportionnalité des normes de RSE	219
Section I -	Codes de conduite et vie personnelle du salarié.....	219
I.	Entreprise de tendance ou sensible.....	219
A.	Non-immixtion de l'entreprise dans la vie personnelle du salarié....	219

B. Immixtion de l'entreprise de tendance ou sensible dans la vie personnelle	221
II. Entreprise socialement responsable.....	229
A. Renforcement de l'obligation de loyauté par les codes de conduite	229
B. Contentieux des codes de conduite.....	233
1. Conflits d'intérêts et chartes informatiques	233
2. Apparence physique des préposés.....	236
Section II - Alerte éthique et liberté d'expression du salarié	242
I. Régime de la dénonciation en droit du travail.....	243
A. Endroit de la liberté d'expression : le droit de dénoncer.....	243
1. Principe de libre dénonciation en droit du travail.....	243
2. Limites de la libre dénonciation en droit du travail	248
B. Envers de la liberté d'expression : le droit de se taire	251
1. Principe du droit de se taire.....	251
2. Limites du droit de se taire	253
II. Régime spécifique de l'alerte éthique	255
A. Difficile réception de l'alerte éthique en droit français	255
1. Du whistleblowing à l'alerte éthique	256
2. Rejet de l'alerte éthique par la CNIL et le juge.....	262
B. Échevinage du juge et de la CNIL dans l'élaboration du régime de l'alerte éthique.....	267
1. Régime de l'autorisation unique de la CNIL.....	267
2. Réécriture de l'autorisation unique par le juge.....	270
Conclusion du titre II.....	275

SECONDE PARTIE

OPPOSABILITÉ DES NORMES DE RSE À LEURS ÉMETTEURS

Titre I - Intégration de la RSE dans la prise de décision	281
Chapitre I - Prendre en compte la RSE	283
Section I - Ouverture de l'intérêt social aux parties prenantes.....	284
I. Évolution de l'intérêt social en droit comparé	284
A. Intégration de la RSE en droit états-unien sous couvert de la règle de l'appréciation commerciale.....	284
B. Obligation de prendre en compte l'intérêt des parties prenantes en droit canadien	287
II. Évolution de l'intérêt social en droit français.....	293
A. Modulation contractuelle de l'intérêt social	293
1. Inscription statutaire de la RSE	293
a. Création d'une nouvelle forme sociétaire RSE.....	293
b. Stipulation d'une clause RSE dans les statuts	296
2. Promotion de la RSE par les pactes d'actionnaires	297
B. Standard juridique de l'intérêt social	301
1. Controverses doctrinales relatives à l'intérêt social	301
2. Intérêt social : notion mimétique et perméable.....	305

Section II - Ouverture du gouvernement d'entreprise à l'intérêt des parties prenantes.....	307
I. De la corporate governance au gouvernement d'entreprise : un phénomène d'acculturation favorable à la RSE.....	308
A. Réception de la <i>corporate governance</i> américaine en Europe.....	308
B. Gouvernement d'entreprise « à la française ».....	313
II. Codes de gouvernement d'entreprise au service de la RSE	317
A. La RSE dans les textes d'autorégulation	317
B. La règle « se conformer ou s'expliquer » au service de la RSE.....	320
Chapitre II - Rendre compte de la RSE.....	327
Section préliminaire - Prémices du compte rendu sociétal	329
Section I - Régime du compte rendu sociétal légal	332
I. Périmètre de l'obligation de reportage sociétal	332
II. Contenu du rapport de gestion annuel « durable »	339
Section II - Contrôle et sanction du compte rendu sociétal légal.....	344
I. Contrôle par l'organisme tiers indépendant.....	344
II. Sanctions par les destinataires de l'information extrafinancière	347
A. Sanction de l'absence ou de l'incomplétude du compte rendu sociétal	348
B. Sanction de la faiblesse de l'engagement sociétal de l'entreprise.....	350
Conclusion du titre I	357
 Titre II - qualification des normes de RSE émises par l'entreprise	359
Chapitre I - Code de conduite, acte unilatéral créateur d'obligations.....	361
Section I - Qualification du code de conduite d'engagement unilatéral de volonté.....	362
I. Engagement unilatéral en droit commun.....	362
A. Promesse d'exécuter une obligation naturelle	362
B. Opposabilité des engagements apparents	371
II. Engagement unilatéral en droit du travail	375
A. Qualification des manifestations du pouvoir normatif de l'employeur d'engagement unilatéral de volonté.....	376
B. Qualification du code de conduite d'engagement unilatéral de volonté de l'employeur.....	380
Section II - Rattachement des codes de conduite au discours commercial	385
I. Nature commerciale du discours socialement responsable.....	385
A. Le consommateur californien au secours de la RSE	385
B. Les limites de la liberté d'expression des personnes morales en Europe	389
II. Opposabilité des codes de conduite sur le fondement des pratiques commerciales trompeuses.....	392

Chapitre II - Accord transnational d'entreprise et contractualisation de la RSE	399
Section I - Accord transnational d'entreprise, nouvel instrument de régulation de l'entreprise transnationale	399
I. Limites de la régulation traditionnelle dans l'appréhension de l'entreprise transnationale	400
A. Limites des droits nationaux face aux entreprises transnationales...	400
B. Limites de la négociation communautaire interprofessionnelle et sectorielle	403
II. Apports des accords transnationaux d'entreprise	406
A. Définition des accords transnationaux d'entreprise	407
1. Typologie des accords transnationaux d'entreprise	407
2. Contenu des accords transnationaux d'entreprise	409
B. Tripartisme des accords transnationaux d'entreprise	412
1. Du côté des travailleurs	412
a. Fédérations syndicales internationales et européennes	413
b. Comité d'entreprise européen	415
2. Du côté de l'employeur	419
3. Du côté de la société civile	422
Section II - Opposabilité des accords transnationaux d'entreprise	425
I. Qualification de l'accord transnational d'entreprise à l'aune du droit du travail	425
A. Qualification des accords transnationaux de convention collective de travail	425
1. Détermination de l'ordre juridique de rattachement compétent	425
2. Détermination des conditions de validité de l'accord	428
B. Contournement de l'autonomie de la personnalité des filiales	431
1. Qualification des accords transnationaux d'accords de groupe	431
2. Déclinaison du contrat-cadre international en conventions collectives internes	432
II. Qualification de l'accord transnational d'entreprise au regard du droit des obligations	433
A. Force obligatoire de l'accord transnational d'entreprise	434
1. Rayonnement accru des droits fondamentaux	434
2. Interprétation des termes du contrat par le juge	436
B. Effet relatif de l'accord transnational d'entreprise	437
1. Opposabilité de l'accord par les tiers	438
2. Extension de l'accord à de nouveaux promettants	442
Conclusion du titre II	445
Conclusion générale	447
Bibliographie	451
Index alphabétique	545
Table des matières	549